

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ASA 21/018/2006 – ÉFAI
22 septembre 2006

Informations complémentaires sur l'AU 286/05 (ASA 21/020/2005 du 15 novembre 2005) et ses mises à jour (ASA 21/001/2006 du 3 février 2006 et ASA 21/011/2006 du 18 août 2006) – Exécutions imminentes

INDONÉSIE

Fabianus Tibo (h), 61 ans
Dominggus da Silva (h), *alias* Domi, 43 ans
Marinus Riwu (h), 49 ans

Le 22 septembre, Fabianus Tibo, Dominggus da Silva et Marinus Riwu ont été fusillés à 1 h 45, heure locale. Le lieu de cette exécution n'a pas été officiellement révélé par les autorités, mais un représentant de la police a affirmé qu'elle s'était déroulée près de l'aéroport de Palu, dans la province de Sulawesi-Centre. Ces trois hommes avaient été condamnés à mort en avril 2001 pour assassinat et incitation à l'émeute à la suite des violences interethniques et confessionnelles qui avaient éclaté en mai 2000 dans le district de Poso (Sulawesi-Centre).

Le 19 septembre, le fils aîné de Fabianus Tibo aurait indiqué que les trois condamnés souhaitaient être exécutés en public, afin de satisfaire toutes les personnes qui voulaient leur mort. Le 21 septembre, quelques heures avant leur exécution, ces hommes ont exprimé le souhait que leurs cercueils soient exposés publiquement dans la cathédrale Saint Mary de Palu, à Sulawesi-Centre. Selon les informations recueillies, Dominggus da Silva et Marinus Riwu auraient également demandé que leur dépouille soit renvoyée sur leur île natale, Flores, dans la province d'East Nusa Tenggara, et qu'une procession soit organisée pour leur enterrement. Toutes ces demandes ont été rejetées par les autorités.

Ces exécutions ont donné lieu à des violences à Sulawesi-Centre, à Flores et à Atambua, dans le Timor occidental. D'après certaines sources, plusieurs véhicules ainsi que des postes de police ont été incendiés à Sulawesi-Centre et des personnes ont mis le feu aux portes de la prison d'Atambua (Timor occidental), provoquant l'évasion de 190 prisonniers. Le parquet d'Atambua a également été la cible d'attaques et un incendie a été allumé au domicile de l'un des procureurs. À Flores, des personnes sont, semble-t-il, descendues en masse dans la rue. Ces émeutes auraient fait plusieurs blessés, dont un procureur qui a été hospitalisé pour des plaies par arme blanche.

De nombreux observateurs avaient prévu que cette exécution exacerberait très probablement les tensions existantes à Sulawesi-Centre. Des violences interethniques et confessionnelles se sont en effet déroulées à maintes reprises dans cette région. La réaction engendrée par ces exécutions montre encore une fois que la peine de mort, loin de représenter la solution à une culture de la violence, en est plutôt un symptôme. Amnesty International estime qu'au moins 90 personnes sont sous le coup d'une condamnation à mort en Indonésie. L'exécution de ces trois hommes est la première depuis mai 2005 et on peut craindre que d'autres ne la suivent.

Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau Actions urgentes. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels. Bien que l'action d'Amnesty International n'ait pas permis de sauver des personnes dans ce cas, ces appels ont attiré une attention considérable sur l'application de la peine capitale en Indonésie et entretenu le débat sur cette question.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*